

# L'étrange jeu de Donald Trump sur les semi-conducteurs

**GUERRE COMMERCIALE** Pour exporter leurs puces en Chine, AMD et Nvidia ont accepté de verser 15% de leurs revenus au gouvernement américain. Une mesure inédite qui met en lumière la volte-face de Washington sur la politique d'isolement technologique de Pékin

ÉTIENNE MEYER-VACHERAND

Malgré les profonds désaccords entre républicains et démocrates, les restrictions des exportations technologiques vers la Chine ont fait l'objet d'un rare consensus ces dernières années. Mais Donald Trump semble prêt désormais à assouplir certaines de ces mesures pour obtenir un accord commercial avec l'Empire du Milieu. Une position à rebours des décisions prises ces dernières années, y compris lors de son premier mandat.

Ces politiques de restriction visent à ralentir le développement de Pékin dans les domaines de l'intelligence artificielle et de la production de puces de pointe, notamment pour prévenir d'éventuelles applications militaires. L'administration Biden s'est montrée particulièrement active dans le domaine, durcissant à plusieurs reprises

les conditions d'exportations vers la Chine de puces de pointe et des outils nécessaires à leur conception et à leur fabrication.

En janvier, juste avant son départ de la Maison-Blanche, Joe Biden a mis en place des règles d'exportation des produits liés à l'IA, désignant 18 pays de confiance ayant un accès illimité à la production américaine de puces. Une liste dont la Suisse était par ailleurs exclue. En mai, l'administration Trump est revenue sur cette réglementation, estimant qu'elle pourrait pousser certains pays visés par ces restrictions à se tourner vers Pékin.

## Des licences contre une part des revenus

Sous la présidence du démocrate, les Etats-Unis sont aussi parvenus à obtenir la mise en place de limites par le Japon et les Pays-Bas pour les ventes en direction de la Chine. Notamment des restrictions d'exportations de machines de lithographie par rayonnement ultraviolet extrême, nécessaires à la production des puces les plus avancées du marché et dont l'entreprise néerlandaise ASML détient actuellement le monopole. En 2020, Donald Trump avait

déjà mis La Haye sous pression pour obtenir de telles mesures.

Lors de son premier mandat, l'actuel président américain avait lancé cette politique restrictive à l'égard de la Chine, notamment

en bannissant Huawei des marchés américains. En 2020, il avait aussi ajouté SMIC (Semiconductor Manufacturing International Corporation), la principale entreprise de

production de semi-conducteurs chinoise, sur liste noire. Pour son second mandat, Donald Trump semblait vouloir poursuivre cette politique en annonçant en mai l'interdiction de vente de logiciel de conception de puces à destination de la Chine. En avril, le gouvernement américain avait également annoncé que les exportations de puces seraient soumises à des licences.

Mais depuis, l'administration Trump a levé les restrictions sur les logiciels dans le cadre des négociations commerciales avec le gouvernement de Xi Jinping. Hier, le *Financial Times* révélait qu'elle avait également accordé des licences d'exportation à Nvidia et AMD, en échange du versement de 15% des revenus générés. Une information confirmée par Donald Trump en fin de journée. Cet accord concerne notamment

les puces H20 de Nvidia, une version «diminuée» de ses processeurs graphiques H100, utilisés pour le développement de l'IA, mise au point en réponse aux restrictions de l'ère Biden. Selon *Bloomberg*, l'accord passé avec Nvidia et AMD pourrait s'apparenter à des taxes à l'exportation, une mesure illégale dans le droit américain. Elles pourraient également créer un dangereux précédent, estiment certains observateurs.

La levée de ces restrictions peut être interprétée comme une ouverture en direction de Pékin en vue de conclure un accord commercial. Cependant, fin juillet, les autorités chinoises avaient pointé un risque de sécurité sur les puces H20, estimant qu'elles

## L'accord passé avec Nvidia et AMD pourrait s'apparenter à des taxes à l'exportation, une mesure illégale dans le droit américain

comportaient potentiellement des portes dérobées permettant l'accès ou le contrôle à distance. Une affirmation démentie par Nvidia. Le régulateur chinois a cependant convoqué l'entreprise et lui a demandé de produire des «justificatifs pertinents». Une manière de maintenir la pression sur le géant américain.

Les prises de position contradictoires de Donald Trump alimentent la confusion autour de ce sujet considéré comme un enjeu de sécurité nationale aux Etats-Unis. L'annonce des licences accordées par le gouvernement américain a suscité de l'inquiétude.

Pour compliquer encore la situation, la semaine passée, le président américain s'est attaqué à Lip-Bu Tan, actuel directeur du fabricant de semi-conducteurs américain Intel. Il l'a notamment accusé de conflits d'intérêts en raison de liens supposés avec la Chine. Donald Trump agit également toujours la menace d'appliquer 100% de droits de douane aux puces. Aujourd'hui, la trêve entre la Chine et les Etats-Unis doit arriver à échéance. Si ce revirement permet un accord, le président pourra annoncer une nouvelle victoire, aux dépens de plusieurs années de politique sécuritaire. ■

ANALYSE